



EXTRAIT DU PROCES VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Mairie de Blaye (33390)

L'an deux mille quinze le 7 juillet, le Conseil Municipal de la Commune de Blaye étant assemblé en session ordinaire, salle du conseil municipal, après convocation légale en date du 1 juillet 2015, sous la présidence de Monsieur Denis BALDES Maire de Blaye.

Etaient présents :

M. BALDES, Maire.

M. RIMARK, Mme BAUDERE, Mme SARRAUTE, M. WINTERSHEIM, Mme MERCHADOU, M. LORIAUD, Mme HIMPENS, Adjoint, M. ELIAS, Mme DUBOURG, M. GABARD, Mme HOLGADO, M. CAVALEIRO, Mme LANDAIS, Mme QUERAL, M. BODIN, M. INOCENCIO, M. CASTETS, M. SABOURAUD, Mme BAYLE, Conseillers Municipaux.

Etaient excusés et représentés par pouvoir:

M. CARREAU à M. GABARD, Mme FLORENTIN à M. CASTETS, M. VERDIER à Mme BAUDERE, M. LIMINIANA à Mme QUERAL, M. MONMARCHON à Mme MERCHADOU, Mme BERTHIOT à M. RIMARK, Mme LUCKHAUS à Mme HIMPENS

Conformément à l'article L - 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, Mme Ketty BAYLE est élue secrétaire de séance, et ceci à l'unanimité des membres présents.

Conseillers en exercice : 27
Conseillers présents : 20
Conseillers votants : 27

Pour : 27
Contre : 0
Abstention : 0

20 – SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS - ANNULATION

Le Conseil Municipal délibère à l'unanimité

Par délibération du 7 avril 2015, le conseil municipal a autorisé Monsieur le Maire à attribuer une subvention aux associations et notamment à :

- l'Association des Pays de Blaye et de Bresse (l'AP2B), pour un montant de 500 €.
- au Stade Blayais Foot-ball, pour un montant de 1 000 €.

Il s'avère que ces deux associations n'ont pas pu réaliser leur manifestation nécessitant la subvention demandée.

A ce titre, il est demandé au conseil municipal d'annuler les subventions allouées à ces deux associations.

La commission n°1 (Finances- Ressources Humaines- Administration Générale Et Associations Diverses) s'est réunie le 26 juin 2015 et a émis un avis favorable.

Fait et adopté à l'unanimité en séance, les jours, mois et an susdits:

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Certifié exécutoire pour avoir été reçu
à la Sous-Préfecture le 09/07/15
Identifiant de télétransmission : 033-21330058500014-
20150707-21486-AU-1-1

Pour le Maire empêché
Monsieur Francis RIMARK